



Ministère de l'Économie, de la Ville et du Développement rural, 8
Référence: 508/2019
13 AOUT 2019
A traiter par:
Copie à: Luxembourg, le 9 août 2019



Monsieur Fernand ETGEN  
Président de la Chambre des Députés  
LUXEMBOURG

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

*« Après avoir enquêté sur la toxicité du pesticide chlorpyrifos "Le Monde" avait publié au mois de juin dernier un article à ce sujet affirmant qu'une exposition à ce pesticide avant la naissance ou dans les mois qui suivent, serait associée à des déficits de QI, à un retard de développement mental et une mémoire de travail réduite.*

*Selon des données de l'EFSA, l'autorité européenne de sécurité des aliments, le chlorpyrifos, extrêmement utilisé en Europe, est surtout retrouvé dans les agrumes. En outre, l'EFSA a affirmé le 2 août dernier que la substance ne répond pas aux critères requis par la législation pour le renouvellement de son autorisation dans l'UE.*

*Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :*

- Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres partagent l'avis que ce produit a des effets toxiques ?*
- Selon un article paru dans la "Libre Belgique" en date du 8 août dernier, ce produit est déjà interdit dans huit pays de l'UE. Le Luxembourg fait défaut dans cette liste. En France, il est seulement permis pour les épinards. En Belgique, les autorisations ont été retirées suite à la réévaluation du produit. Pour quelle raison notre pays autorise encore l'utilisation du chlorpyrifos ?*

9, rue du St. Esprit  
B.P. 510  
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1  
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu  
www.dp.lu

- *Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que dans le marché commun de l'UE une interdiction de cette substance serait vitale pour la protection de la population ? »*

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.



Gusty GRAAS  
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
CHAMBER OF DEPUTIES

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

**Monsieur Marc Hansen**  
**Ministre aux Relations avec le Parlement**  
**Luxembourg**

Luxembourg, le 12 août 2019

**Objet : Question parlementaire n° 1051 du 09.08.2019 de Monsieur le Député Gusty Graas -  
Pesticide chlorpyrifos**

**Monsieur le Ministre,**

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Président,

  
**Henri Kox**  
**Vice-Président de la Chambre des Députés**

**RECTIFICATIF - Réponse commune de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture à la question parlementaire n° 1051 de Monsieur le Député Gusty Graas**

---

• **Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres partagent l'avis que ce produit a des effets toxiques ?**

Les Ministres sont d'avis que les substances actives autorisées pour une utilisation dans les produits phytopharmaceutiques doivent être réévaluées à intervalles réguliers.

Si, lors de ce processus, de nouvelles connaissances scientifiques apparaissent qui mettent en doute une utilisation sûre de ces substances, Madame la Ministre et Messieurs les Ministres souscrivent au principe que les substances en question ne devront plus être autorisées.

Pour cela, les Ministres se basent sur l'avis scientifique de l'EFSA (Autorité européenne de la sécurité alimentaire) qui est en charge du processus de l'analyse des risques dans l'Union européenne. Pour le cas précis du chlorpyrifos, les Ministres vont adhérer à ce principe.

La procédure de renouvellement de l'approbation au niveau communautaire de la substance active chlorpyrifos est en cours. Dans ce cadre, l'EFSA a récemment publié une déclaration portant sur le risque que pose le chlorpyrifos à la santé humaine : <http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5809>.

L'EFSA conclut qu'en raison de ses propriétés toxicologiques, le chlorpyrifos ne remplit pas les critères pour un renouvellement de son approbation.

A noter que la procédure de renouvellement de l'approbation de la substance active chlorpyrifos-méthyl, non visée par la présente question parlementaire, est aussi en cours et que l'EFSA a aussi publié une déclaration afférente :

<http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5810>.

Cette substance semble posséder des propriétés toxicologiques similaires à celles du chlorpyrifos. Or, une discussion au niveau communautaire entre experts des États membres aura encore lieu afin de conclure sur les propriétés toxicologiques du chlorpyrifos-méthyl.

Le chlorpyrifos fait partie des pesticides régulièrement analysés dans les denrées alimentaires par les services de contrôle alimentaire. Depuis 2009, seulement 3 % des échantillons analysés présentaient des résidus de chlorpyrifos ; 2 échantillons dépassaient la limite maximale autorisée et les produits en question ont été retirés du marché.

Pour les produits luxembourgeois, un seul échantillon présentait des teneurs en chlorpyrifos, mais inférieures à la limite maximale autorisée (en 2011) et donc conforme à la réglementation alimentaire applicable.

A noter aussi que le chlorpyrifos restera dans la gamme des résidus de pesticides analysés par les services de contrôle alimentaire au niveau des denrées alimentaires même après son retrait du marché.

Le chlorpyrifos fait également partie des pesticides régulièrement analysés dans les poussières prélevées dans le milieu public et privé par le service Environnement de la Division de Travail et de l'Environnement. Le pesticide a été détecté dans seulement 0,1% des échantillons analysés et ceci dans une concentration minimale.

Par conséquent, le chlorpyrifos ne constitue pas un polluant récurrent ou problématique dans le domaine de la qualité de l'air intérieur.

- **Selon un article paru dans la « Libre Belgique » en date du 8 août dernier, ce produit est déjà interdit dans huit pays de l'UE. Le Luxembourg fait défaut dans cette liste. En France, il est seulement permis pour les épinards. En Belgique, les autorisations ont été retirées suite à la réévaluation du produit. Pour quelle raison notre pays autorise encore l'utilisation du chlorpyrifos ?**

Aucun produit phytopharmaceutique contenant du chlorpyrifos n'est actuellement autorisé au Luxembourg. Le dernier produit phytopharmaceutique autorisé et contenant du chlorpyrifos était le Pychlorex 5G.

En application du principe de reconnaissance mutuelle des autorisations de produits phytopharmaceutiques, l'autorisation du Pychlorex 5G au Luxembourg se basait sur celle octroyée en Belgique et a été retirée le 30 avril 2019. Le délai de grâce pour l'utilisation des stocks existants auprès des utilisateurs finaux est le 31 janvier 2020, délai identique à celui accordé en Belgique.

- **Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que dans le marché commun de l'UE une interdiction de cette substance serait vitale pour la protection de la population ?**

Les trois ministres estiment que lorsqu'une substance active utilisée dans les produits phytopharmaceutiques ne remplit pas ou plus les critères d'approbation établis par le règlement (CE) n° 1107/2009, son approbation est à retirer.

-----